

CLIMAT

JUSTICE

28.09 **MARCHE DES**
2025 **RÉSISTANCES**
PARTOUT EN FRANCE

LIBERTÉS

DOSSIER DE PRESSE

Sommaire

3 **À propos**

4 **L'appel à mobilisation**

7 **Nos demandes**

10 **Les organisations
et villes mobilisées**

12 **Rendez-vous presse
et contacts**

À PROPOS

Les Marches des résistances "Climat, Justice, Libertés !" sont organisées à l'initiative de 12 organisations : 350.org, Action Justice Climat, ActionAid France, Alliance Écologique et Sociale, Alternatiba, ANV-COP21, Les Amis de la Terre, Attac France, Ghett'up, GreenFaith France, Greenpeace France et Les Impactrices.

Elles s'inscrivent dans une rentrée sociale marquée par les mobilisations du 10 et du 18 septembre, et donnent écho au mouvement citoyen inédit qui s'est formé face à la loi Duplomb. Les Marches sont l'occasion de remettre la justice climatique et sociale au cœur de l'agenda politique, de dénoncer les responsables des régressions actuelles, et de donner à voir d'autres choix politiques possibles. Elles veulent faire entendre la voix de celles et ceux qui souffrent, qui luttent et qui résistent, ici et ailleurs, face à un système à bout de souffle. Elles misent sur la force et la joie du collectif et témoignent de notre détermination à continuer à lutter ensemble dans les mois et années à venir.

Les Marches "**Climat, Justice, Libertés !**" sont ouvertes à toutes les organisations partageant nos objectifs politiques et le contenu de notre [appel à mobilisation](#). Plus de 200 organisations l'ont déjà signé.

#DrawTheLine : Bâtir un avenir digne et juste, ensemble.

Les Marches "**Climat, Justice, Libertés !**" s'inscrivent dans une vague internationale de mobilisations, entre le 15 septembre et le 28 septembre 2025 nommée **#DrawTheLine**. Initié par des leaders autochtones d'Amérique latine et du Pacifique, le mouvement **#DrawTheLine** rassemblera des dizaines de milliers de personnes à travers 600 actions dans près de 100 pays pour exiger une réelle justice climatique, une transition juste hors des énergies fossiles, la fin des inégalités, la fin des génocides et une transformation en profondeur de notre système économique. Pour découvrir la carte des mobilisations à travers le monde, visitez le site web de l'événement [Draw The Line](#).

L'APPEL À MOBILISATION

Climat, Justice, Libertés !

Le dimanche 28 septembre,
ensemble pour les Marches des Résistances

Face à la puissance de nos luttes, ici comme ailleurs, les forces réactionnaires se déchaînent par peur de perdre privilèges, pouvoirs et profits. Austérité et démantèlement des services publics, reculs environnementaux et désinformation, attaques contre nos droits et les solidarités, oppression des minorités... Cette offensive est le symptôme d'un système en crise. Un système fondé sur l'accaparement, l'exclusion, la destruction et la militarisation. Un système qui nie la science, les limites planétaires, les violences économiques et sociales qu'il engendre et la profonde crise démocratique qu'il traverse. Un système qui ne profite qu'à une infime partie de la population.

À travers le monde, nombreuses sont celles et ceux qui se lèvent avec courage pour défendre leurs terres, leurs droits, leur dignité et les générations futures. Les citoyen·nes s'organisent, pour refuser la loi Duplomb ou dénoncer le génocide à Gaza, se mettent en grève pour gagner des droits. Ces luttes ne peuvent pas être ignorées, des victoires sont arrachées. Les imaginaires et les récits évoluent. Un autre monde est possible.

En septembre, à l'initiative de peuples autochtones de toute l'Amérique latine et dans le cadre du mouvement **Draw The Line**, une mobilisation mondiale s'élèvera à quelques semaines de la COP30, qui se tiendra à Belém au Brésil. Les Marches "**Climat, Justice, Libertés !**" ne seront pas que des marches. Ce sera un acte collectif de résistance et de création, joyeux et déterminé. Un carnaval, mémoire vivante des luttes populaires et décoloniales, porté par l'espoir autant que par l'indignation. Chaque chant, chaque banderole, chaque marionnette sera un cri pour dénoncer les responsables du chaos : les multinationales fossiles et agro-industrielles, les marchands d'armes, les ultra-riches et les forces politiques ultraconservatrices qui les protègent.



Climat !

Pour le préserver, mettons un terme à la dépendance organisée aux énergies fossiles, destructrices et obsolètes. Misons sur un avenir énergétique sobre, juste et efficace, qui renonce aux logiques d'exploitation et aux fausses solutions dangereuses qui nous détournent de l'urgence. Face aux vagues de chaleur, aux tempêtes, aux sécheresses et aux inondations qui bouleversent notre quotidien, exigeons que les travailleur·ses et les populations soient mieux protégées et accompagnées pour y faire face.



Justice !

Pour les vies brisées par l'injustice, les voix étouffées par le racisme, le patriarcat, l'autoritarisme, les peuples sacrifiés sur l'autel du profit et de la guerre. Pour la fin de la colonisation et la libération de la Palestine. Pour les populations précaires et du Sud global, les plus vulnérables et affectées par le changement climatique, qui en sont aussi les moins responsables. Pour nos familles enfermées dans des logements indignes, pour les paysan·nes qui subissent un système délétère qui ne leur permet pas de vivre décemment, pour les travailleur·ses qui feront la transition de demain.



Libertés !

Pour vivre en démocratie et préserver nos droits élémentaires. Pour les droits des femmes et des minorités attaqués par les conservateurs et les extrêmes droites partout sur la planète. Libres de s'organiser et de manifester, sans craindre les violences, notamment policières, et l'oppression. Libres de respirer un air sain, de se nourrir sans s'empoisonner et à des prix accessibles. Libres de circuler sans craindre les contrôles d'identité discriminatoires. Libres de croire et de pratiquer sans risquer persécution et exclusion des espaces publics, éducatifs et culturels.

Nous, organisations de la société civile, travailleur·euses, paysan·nes et citoyen·nes engagé·es, marcherons le 28 septembre partout en France, dans tous les territoires, pour le respect des droits humains et du vivant, pour une écologie populaire, pour la justice sociale.

Cette mobilisation sera un point de départ. En octobre lors de l'examen du budget au Parlement, nous irons chercher l'argent là où il se concentre et exigerons que les pollueurs paient pour le chaos qu'ils ont causé et que les ultra-riches soient davantage taxés pour répondre aux urgences écologiques et sociales. En novembre, nous nous mobiliserons pour obtenir des décisions fortes à la COP30 de Belém. En décembre, nous rappellerons aux gouvernements l'urgence d'honorer les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris à l'occasion de ses dix ans. Lors des élections municipales, nous porterons fièrement les valeurs d'une écologie populaire, ancrée dans les territoires et socialement juste. Enfin localement, nous poursuivrons les luttes contre les grands projets inutiles et polluants, et pour un accès à l'eau équitable.

**Partout, les résistances s'organisent et une conviction nous unit :
la transition écologique, sociale et démocratique est non seulement
nécessaire – elle est possible. Et elle adviendra.**

**Plus de 200 organisations sont signataires de cet appel.
La liste est tenue à jour en temps réel à ce lien :**

www.climat-justice-libertes.fr/appel

NOS DEMANDES

Dès la rentrée de septembre et au-delà : on ne lâche rien.

Revendiquons un changement immédiat !

Les gouvernements successifs nous imposent une politique d'austérité qui sacrifie nos vies, nos services publics et la transition écologique pour protéger les profits des ultra-riches et des grandes entreprises via un plan d'environ 44 milliards d'euros d'économies qui aggrave le chaos social et climatique.



Nous le refusons : assez de cadeaux aux ultra-riches et aux multinationales, assez d'attaques contre nos droits et nos territoires, assez de destruction de notre environnement, assez de discriminations, de mesures rétrogrades, racistes, et tout particulièrement islamophobes.

Ce refus s'enracine dans une exigence plus profonde : changer de paradigme. Fini le récit de la croissance à tout prix et de l'individualisme - nous devons reconnaître que nous faisons partie du vivant, privilégier le lien social, la solidarité, la coopération et la dignité pour toutes et tous.

Dès la rentrée, face aux politiques austéritaires que les gouvernements Macron souhaitent nous imposer, face à la multiplication des reculs sociaux et environnementaux et face à l'offensive réactionnaire à l'œuvre, la mobilisation a pris partout en France : grèves et actions dès le 10 septembre, suivies d'une grande mobilisation intersyndicale le 18 septembre. Les Marches "**Climat, Justice, Libertés !**" du 28 septembre s'inscrivent dans cette séquence importante de démocratie sociale.

À l'occasion de cette mobilisation, la coordination des Marches souhaite rendre visible les exigences politiques concrètes que nous voulons poser collectivement face aux décisions imposées par les responsables en place et leurs alliés.

Pour le climat et l'environnement

- Nous demandons qu'il soit mis **fin à l'empoisonnement organisé des populations**, avec une vraie politique de réparation des crimes coloniaux, sanitaires et environnementaux, et notamment **un plan national de prise en charge du scandale du chlordécone**. Nous demandons également **l'abrogation de la loi Duplomb** la mise en œuvre immédiate de l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 3 septembre 2025 sur l'évaluation des produits phytosanitaires.
- Nous demandons l'organisation d'une **sortie juste des énergies fossiles, des financements pour les pays des Suds** en première ligne de la crise climatique, et que soit enfin priorisée **la protection du vivant par rapport aux intérêts privés**. Nous demandons notamment à nos responsables politiques nationaux et européens **d'assurer une trajectoire climatique au plus près de la limite d'1,5 °C de réchauffement, d'interdire tout nouveau projet d'énergies fossiles** et d'organiser une sortie de ces énergies polluantes **qui prenne en compte les enjeux de reconversion et qui garantisse les emplois et les droits sociaux** des travailleurs·ses impacté·es. Nous demandons également une transition juste des systèmes alimentaires vers l'agroécologie. À l'approche de la COP30, nous ne pouvons accepter que le Président Macron fasse en ce moment même de la France un obstacle aux ambitions climatiques européennes. Nous demandons également **que la France, à l'inverse de la position actuelle, défende un devoir de vigilance ambitieux au niveau européen** pour mettre fin à l'impunité des multinationales.

Pour la justice, fiscale & sociale

- Nous demandons **un budget 2026 juste** qui doit miser notamment sur la suppression des aides aux grandes entreprises sans contreparties et des niches fiscales injustifiées dont elles bénéficient et sur l'instauration de recettes nouvelles : **taxe Zucman et taxation des profits des grandes entreprises polluantes, notamment de l'industrie fossile**. Les recettes dégagées doivent contribuer **à la protection et au renforcement de nos services publics, et au financement de la solidarité nationale et internationale et d'une transition écologique juste**.
- Nous demandons des mesures pour **améliorer concrètement la vie de toutes et tous** : protection des droits sociaux, revalorisation des salaires, des minimas sociaux et des pensions de retraite, et **abrogation immédiate de la réforme des retraites**. Toute réforme régressive doit être abandonnée - il faut garantir des pensions dignes et financées sans allongement de l'âge ni réduction des droits acquis.

Pour les libertés

- Nous demandons que la France fasse preuve de responsabilité internationale : **la France doit cesser immédiatement toute forme d'aide ou d'assistance qui contribue à maintenir l'occupation illicite du territoire palestinien**, notamment en stoppant tous les échanges commerciaux avec les colonies illégales, et en mettant en place **un embargo complet sur les ventes et transferts d'armes et de biens à double usage** à destination d'Israël et de toute entité soupçonnée de violations graves des droits humains.
- Nous demandons que **soient garantis les droits, et l'égalité des droits, pour toutes et tous** et que **le combat contre toutes les formes de discriminations et d'oppressions des minorités** soit mis au cœur de l'action publique et politique. Dans un contexte d'extrême droitisation des idées, de la société et de la vie politique, nous réaffirmons notamment l'enjeu essentiel de **lutte contre le racisme et les violences institutionnelles** : lutte contre les violences racistes dans la police, lutte contre les discriminations à l'embauche, au logement, aux études et dans l'accès aux services publics, reconnaissance officielle des violences racistes de l'histoire et de l'État français avec une co-construction des politiques de réparation et de prévention avec des associations antiracistes, abrogation des lois racistes et xénophobes comme la loi "immigration".

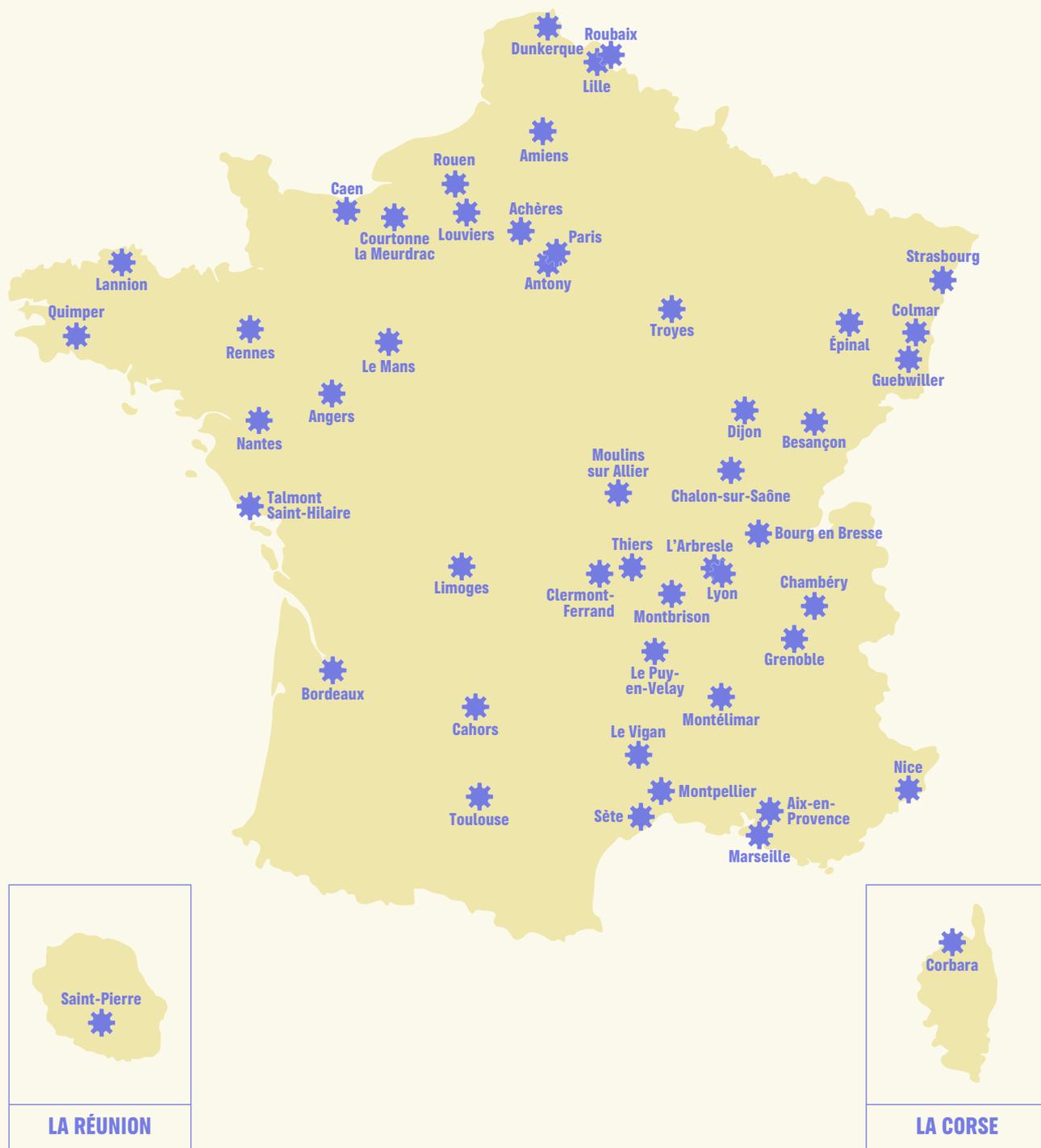
LES ORGANISATIONS ET VILLES MOBILISÉES

Plus de 200 organisations participeront aux Marches "**Climat, Justice, Libertés !**" le 28 septembre 2025. Parce que nous souhaitons incarner l'articulation de nombreuses luttes, une forte diversité de collectifs sont impliqués. Les principales organisations du mouvement climat français comme **Les Amis de la Terre, Action Justice Climat, Greenpeace France, Alternatiba, ANV-COP21, Oxfam France, Extinction Rebellion et 350.org** seront présentes. La journée de mobilisation regroupera également des syndicats (**CGT, FSU, Solidaires**), des associations de lutte en faveur des droits humains (**Amnesty France, LDH**), des associations de solidarité internationale (**ActionAid France, CRID, CCFD - Terre Solidaire**), des associations et syndicats agricoles (**Confédération paysanne, MIRAMAP**), des associations confessionnelles (**GreenFaith France, Mouvement Laudato Si'**), des associations engagées dans les quartiers populaires (**Banlieues Climat**), des collectifs engagés pour la Palestine (**Urgence Palestine, Waves of Freedom**), des collectifs écoféministes (**Les Impactrices**) et décoloniaux (**Mouvement Kanak en France**), mais aussi des collectifs artistiques et de très nombreuses organisations locales.

Des marches sont déjà organisées dans plusieurs dizaines de villes, comme à Rennes, Lille, Limoges, Marseille, Lyon, Paris, Chambéry ou Angers. La liste des mobilisations est mise à jour régulièrement sur le site climat-justice-libertes.fr. La coordination presse nationale peut vous fournir les contacts des collectifs locaux impliqués dans chaque ville.

Attention, quelques marches, comme à Caen, sont organisées le samedi 27 septembre. Les dates sont précisées sur la carte en ligne.

La carte des mobilisations est enrichie chaque jour sur le site :
CLIMAT-JUSTICE-LIBERTÉS.FR



RENDEZ-VOUS PRESSE ET CONTACTS

Une conférence de presse se tiendra le jeudi 25 septembre à 9h30 (accueil à 9h15), dans les locaux de Greenpeace France (13 rue d'Enghien, 75010 Paris), avec possibilité de participation à distance. Elle donnera la parole à des représentant·es d'organisations variées - associations environnementales, syndicats, collectifs citoyens et internationaux - afin de refléter la diversité des voix mobilisées pour cette journée d'action.

Le jour des Marches, **le 28 septembre, la coordination nationale organisera un point presse en début de manifestation à Paris** avec différent·es porte-paroles. Les collectifs locaux mobilisés sont également susceptibles d'organiser ce type de points autour des différents cortèges. Un communiqué de presse national sera publié en fin de journée.



Contacts presse

Franck Mithieux — 06 30 23 52 78

franck.mithieux@greenpeace.org

Fanny Petitbon — 06 19 12 21 46

fanny.petitbon@350.org

CLIMAT-JUSTICE-LIBERTÉS.FR

**CLIMAT,
JUSTICE,
LIBERTÉS,
CLIMAT,
JUSTICE,
LIBERTÉS,
CLIMAT,**

CLIMAT-JUSTICE-LIBERTÉS.FR